



MARIAJONER

V. Poutine renflammera-t-il les Balkans ?

La prochaine crise de l'Europe pourrait venir de ce qui était autrefois la Yougoslavie

- Richard Palmer
- [01/07/2016](#)

Les Balkans ont été appelés le carrefour de l'Europe. Ils sont certainement situés au carrefour des crises de l'Europe. Ces crises ont frappé les Balkans plus durement que n'importe où d'autre.

Depuis la crise de l'euro, de 2008, les économies des nations balkaniques ont à peine progressé. La pauvreté est élevée dans tous les pays qui ont pu la mesurer. Et c'est dans une région où le niveau de vie, dans certains endroits, était à un degré que vous vous attendriez à trouver en Afrique—même avant que la crise ne frappe. En Bosnie, 60 pour cent des 18-30 ans sont au chômage.

C'est la région qui a également été frappée le plus durement par la crise des migrants. Des centaines de milliers de gens traversent maintenant les Balkans à la poursuite d'une vie meilleure plus loin vers nord, en Europe. La chancelière allemande, Angela Merkel, a même averti que si l'Allemagne ferme ses frontières, le chaos résultant plus au sud pourrait susciter une autre guerre des Balkans. Le Premier ministre slovène, Miro Cerar, a fait la même mise en garde.

Maintenant, à cause, en partie, des actions du président russe Vladimir Poutine, les Balkans font face à une autre crise dangereuse. Cette région a longtemps été un point d'ignition entre la Russie et les empires de l'Europe occidentale—plus particulièrement dans les préludes de la Première Guerre mondiale.

Les Russes et les Serbes ont de profonds liens culturels et historiques, avec leur héritage slave et leur religion orthodoxe, en partage. Peut-être ce qui est plus important, la Serbie se trouve très à l'ouest de la frontière de la Russie avec l'Europe. Puisque la Serbie n'est pas fermement alliée avec l'Union européenne ou l'OTAN, la Russie peut utiliser ses relations avec les Serbes pour projeter de la puissance près du cœur de l'Europe. Il y a de fortes raisons géopolitiques pour que la Russie en appelle aux Serbes, c'est pourquoi Moscou a relancé ces relations à plusieurs reprises.

Maintenant, V. Poutine en appelle, de nouveau, à la Serbie. L'Europe chancelle d'une crise à l'autre, et la suivante pourrait très bien éclater dans les Balkans.

Point d'ignition

Les dirigeants allemands et les dirigeants slovènes ont publiquement averti du risque élevé d'une nouvelle guerre dans les Balkans. Quoiqu'ils puissent avoir des raisons politiques pour exagérer la menace, l'idée d'une guerre n'est pas tirée par les cheveux. Et ils ne sont pas les seuls à donner cet avertissement.

Se plaçant sur une vue plus large, le DG de Stratfor, George Friedman, dit que les mêmes tensions qui ont éclaté en guerres balkaniques des années 1990, voire plus tôt, existent encore. « L'idée que la Yougoslavie abandonnerait l'effusion de sang de 1912 et 1913 était une illusion », écrit-il dans son livre *Flashpoints [Points d'ignition]*. « Rien n'a été réglé dans l'ancienne Yougoslavie, et les motivations pour garder la paix se fanent. » Parlant de son expérience acquise en visitant la zone, il conclut que le cycle de la violence ne peut que continuer : « Il y a la croyance, chez beaucoup de gens, que si seulement ils étaient admis dans l'Union européenne, tout cela finirait. La raison pour laquelle ils croient cela n'est pas très claire, mais certains y croient passionnément. D'autres savent qu'une autre reprise arrive. Les avocats de l'UE étaient plus

enthousiastes. Les gens à qui j'ai parlé, et qui s'attendaient à la guerre étaient plus sinistres et déterminés. Je les ai pris plus au sérieux ».

En octobre, la revue *Fortune* a déclaré : « Les pessimistes, les réalistes et même les optimistes sont inquiets de ce que la Bosnie, au mieux, soit un pays divisé où d'anciens combattants mènent des vies parallèles. Sans buts communs et sans point commun, ses peuples et son avenir, en plein milieu de l'Europe centrale, sont en terrain propice pour davantage de guerre » (6 octobre 2015).

James Lyon, un expert des Balkans qui a l'habitude de travailler pour le bureau du Haut représentant en Bosnie et en Herzégovine, a décrit une menace plus spécifique. En octobre, il a écrit un article pour *Foreign Policy* appelé « La guerre est-elle sur le point d'éclater dans les Balkans ? » Dans cet article, il a averti que l'accord de paix signé en 1995, et qui a mis fin à la violence, en Bosnie, est sur le point d'être rompu.

L'indépendance de Srpska

Cet accord de paix, connu comme l'Accord de Dayton, a séparé la Bosnie et l'Herzégovine en deux parties : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie [Srpska], à majorité serbe.

Maintenant, les Serbes sont en voie de déclarer l'indépendance. Le président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, a annoncé qu'un référendum sur l'indépendance se tiendra en 2018. « Les officiels qui comprennent la fragilité de la Bosnie sont inquiets—et avec de bonnes raisons », a écrit J. Lyon.

Le Haut représentant pour la Bosnie et l'Herzégovine, Valentin Inzko—qui est responsable de la mise en œuvre de l'Accord de Dayton a averti les Nations unies, en septembre, que la nation risque de « glisser un peu plus vers la désintégration », ce qui a « des implications significatives pour la paix internationale et la sécurité ».

C'est exactement le genre de déclaration d'indépendance, de la part de la Croatie, qui a déclenché les guerres balkaniques, des années 1990. Sauf que, quand les Croates ont annoncé l'indépendance, on les a considérés comme de chics types, exerçant leur droit à l'autodétermination. La même chose est vraie pour les Albanais au Kosovo. Mais quand ce sont les Serbes qui veulent déclarer leur indépendance, c'est soudainement une mauvaise chose, et on rejettera sur eux—tout au moins à l'Ouest—le blâme pour toute violence qui s'ensuivrait.

Indépendamment du blâme, une nouvelle guerre balkanique serait un désastre pour l'Europe—pire que la crise de l'euro, la crise de l'Ukraine ou la crise de la Syrie. L'Allemagne estime que 40 pour cent des migrants qui sont arrivés chez elle viennent des Balkans ; seulement 30 pour cent sont de la Syrie. Une nouvelle guerre balkanique ferait paraître douce l'actuelle crise des migrants. Et c'est justement une des nombreuses conséquences qu'une autre guerre apporterait.

Et derrière cette situation potentiellement désastreuse, le doigt sur la détente, se tient le président russe Vladimir Poutine.

Dans les coulisses : la Russie

V. Poutine a tissé de fortes relations avec M. Dodik, les Serbes en général et la République serbe de Bosnie en particulier. Tandis que la Crimée tenait son référendum sur l'indépendance, le ministre des Affaires étrangères de longue date de V. Poutine, Sergei Lavrov, rencontrait M. Dodik. En septembre de l'année dernière, M. Dodik rencontrait V. Poutine lui-même, disant au dirigeant russe : « Je vous suis très reconnaissant pour l'aide de la Russie et son soutien politique en particulier... ». Des sociétés russes clés comme Gazprom et Sberbank ont été invitées en République serbe de Bosnie, sous des termes favorables.

« Il est, maintenant, même question de savoir si la Russie soutient ou non la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie », a écrit J. Lyon.

Directement vers l'est, en Serbie même, des rencontres avec des officiels russes sont encore plus fréquentes. L'été dernier, NPR a annoncé que « la Russie... mène une campagne active pour gagner les cœurs et les esprits en Serbie, avec des réseaux de TV et des stations de radios ». En octobre, la Serbie a tenu sa première parade militaire depuis des décennies. L'occasion ? Vladimir Poutine était en visite.

V. Poutine a une énorme influence en Serbie. Le président russe peut utiliser ce levier pour faire baisser la tension—ou mettre le feu. Il pourrait apporter son soutien inconditionnel à M. Dodik et au mouvement d'indépendance de la République serbe de Bosnie. Comme nous l'avons vu en Ukraine, cet homme n'a pas peur d'envoyer des troupes russes sans uniforme sur un sol étranger, et continuer à y soutenir des opérations. D'un autre côté, s'il veut que la République serbe de Bosnie modère les choses, il peut insinuer qu'il va retirer un peu de son soutien. « En soutenant M. Dodik, V. Poutine est capable de créer de substantiels problèmes à l'Occident sans avoir besoin d'investir des ressources ou de l'énergie diplomatique », selon J. Lyon.

Que gagnerait V. Poutine ? Le chaos, tel qu'une guerre, causerait pour l'Europe une forte menace. Au-delà de cela, si la Russie pouvait contribuer à unifier des Serbes de la région en un État, cela créerait un nouveau pouvoir proche du cœur de l'Europe, changeant ainsi complètement maints bénéfices stratégiques que l'Europe avait obtenus quand elle a morcelé la Yougoslavie (voir encadré). À présent, la Croatie, avec son littoral adriatique, fait partie de l'UE, et V. Poutine aurait

beaucoup de mal à la reprendre des mains de l'Europe. L'objectif fondamental de l'Allemagne dans les Balkans a été réalisé. Mais un nouveau pouvoir serbe uni tendrait à inverser les pertes de la Russie.

À long terme, en soutenant un mouvement d'indépendance des Balkans, V. Poutine fait peser une menace plus pernicieuse, et potentiellement, plus lourde.

Batailles de frontières

Les frontières de l'Europe ont été en continuel changement pendant des millénaires, mais le chapitre moderne de son histoire a commencé avec la fin de la Première Guerre mondiale. Les grands empires internes de l'Europe—l'Empire austro-hongrois, l'Empire germanique, l'Empire ottoman et l'Empire russe—avaient tous été défaits et brisés. Mais qu'est-ce qui les remplacerait ?

La solution a été le nationalisme et l'autodétermination nationale. Le droit de chaque groupe ethnique à décider de son propre destin a été un des principes fondamentaux du traité de Versailles. Cela semble grand, en principe. Dans les réalités de l'Europe, cela a été un désastre.

« Le nationalisme ethnique violent... a imposé la nature du règlement de Versailles et assuré qu'il ne fonctionnerait pas », écrit l'historien Paul Johnson, dans son livre *Temps modernes*. « C'est en Europe centrale et en Europe de l'Est que la violence et l'antagonisme racial qui l'a provoquée étaient les plus aigus, les plus répandus et les plus longs. Une vingtaine ou plus de guerres mineures y ont eu lieu dans les années 1919-1922. Elles sont mal documentées dans les histoires occidentales, mais elles ont laissé d'épouvantables cicatrices... qui ont contribué directement à l'instabilité chronique en Europe entre les guerres. Le traité de Versailles, cherchant à incarner les principes d'autodétermination a, en réalité, créé plus, et non pas moins, de minorités et beaucoup de gens plus en colère (beaucoup étaient Allemands ou Hongrois), armés de griefs de loin plus authentiques... Chaque pays a été tracé soit avec des doléances angoissées ou soit avec un problème interne insurmontable. »

Ces problèmes et doléances ont provoqué ce que P. Johnson et son collègue historien, Fritz Stern, appellent une « guerre de trente ans », commençant en 1914 et culminant dans le conflit le plus violent que le monde n'ait jamais vu.

Il n'est pas étonnant qu'après la Deuxième Guerre mondiale, on ait considéré l'autodétermination comme une pauvre base pour l'Europe moderne. Une nouvelle convention a donc été établie. Les frontières ont été établies et ensuite devaient être laissées telles quelles. Elles ne seraient pas redessinées sauf par consentement mutuel. Cela a laissé beaucoup de minorités ethniques dans d'autres pays, mais personne ne soutiendrait leurs revendications pour l'indépendance ou de séparation de crainte de faire s'effondrer tout le système sur leurs propres têtes.

Le fait que beaucoup de minorités vivaient dans des pays dominés par le communisme a, par la force des choses, gardé le couvercle sur les desseins qu'ils ont pu avoir pour l'insurrection.

Et c'est ainsi que l'Europe a continué pendant 70 ans. À travers le continent, il y a les frontières qui n'ont pas de sens—des enclaves d'une nationalité intégrée dans une autre nation. L'autodétermination peut avoir été conservée dans la charte de l'ONU et appliquée dans le monde entier lors de la dissolution du colonialisme, mais le nationalisme ethnique qu'elle encourage a été considéré trop dangereux pour l'Europe.

C'est exactement ce que l'Allemagne a déclenché dans les Balkans. Et c'est exactement ce à quoi V. Poutine a fait appel, en Crimée, en Géorgie et maintenant en République serbe de Bosnie. Construisant sur ce précédent, et faisant appel au nationalisme ethnique, V. Poutine attaque un pilier fondamental de l'Europe moderne.

D'autres voient la menace. La Roumanie, par exemple, a refusé de reconnaître le Kosovo. Une des lignes de faille qui sont apparues pendant les années d'inter-guerres a été la Transylvanie. Il y avait, là, une forte minorité hongroise—et dans quelques contrées, une majorité hongroise.

Le président hongrois Viktor Orbán a même pris quelques astuces du livre de jeu de V. Poutine en soutenant les Hongrois en Roumanie. Il a facilité pour les Hongrois vivant à l'étranger l'obtention de passeports hongrois. La Russie fait la même chose—peu avant qu'elle n'envahisse « pour protéger les citoyens russes ». Chypre, la Grèce, l'Espagne et la Slovaquie ont toutes refusé de reconnaître le Kosovo en tant que pays—malgré la forte pression de l'Allemagne—en grande partie dans la crainte d'alimenter d'autres mouvements séparatistes ou d'indépendance.

La menace de V. Poutine

En alimentant le nationalisme ethnique en Europe, V. Poutine joue avec le feu, et il le sait.

Le pouvoir de V. Poutine en République serbe de Bosnie est une forte menace. Et cette république n'est pas la seule région instable des Balkans. La Macédoine est dirigée par un gouvernement corrompu mais pro-occidental, et l'agitation y est croissante.

Chaque nouvelle poussée d'indépendance sape cette base de l'Europe moderne. Jusqu'ici, elle n'a pas été fatalement affaiblie. Mais combien de déclarations d'indépendance faudra-t-il pour que cela commence à faire boule de neige à travers l'Europe ? Personne ne veut prendre le risque de le savoir.

« Depuis la fin de la guerre froide, le principe d'inviolabilité des frontières a été bafoué à plusieurs reprises—par la création de nouvelles frontières, par la création d'États-nations nouvellement libérées, par des divisions paisibles et par la guerre violente », a écrit Stratfor, le 23 juin. « Le principe de frontières stables a tenu, pour la plupart, jusqu'en 1991 avant de subir une série de changements radicaux qui parfois réglait la question ou d'autres fois la laissaient non résolue. Les Européens ont bien accueilli la plupart de ces rajustements de frontière, et dans un cas—celui du Kosovo—les Européens ont eux-mêmes réalisé le changement ».

« Les frontières de l'Europe ont fluctué continuellement pendant quelque temps », selon Stratfor. « Il s'agit, là, d'une source d'inquiétude ; historiquement, des frontières instables en Europe sont des précurseurs à la guerre, comme nous l'avons vu en Yougoslavie, dans le Caucase et maintenant en Ukraine » (ibid).

La menace que V. Poutine fait peser sur l'Europe, dans les Balkans, est tellement forte qu'elle ne sera probablement jamais mise à exécution. Cela pourrait faire partie de la raison pour laquelle il y a un empressement croissant, en Europe, particulièrement en Allemagne, à faire preuve d'amabilité avec la Russie. Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand et ministre de l'Économie, a visité V. Poutine fin octobre, comme l'a noté Stratfor dans son article « L'Allemagne prend le vent de la Russie ». « La rencontre suggère que Berlin cherche des façons de modifier ou même de lever les mesures punitives actuelles contre Moscou », a écrit Stratfor (29 octobre 2015). Pendant les quelques mois passés, nous avons également été témoins de liens croissants entre des entreprises russes et allemandes, particulièrement dans l'industrie de l'énergie.

Les Balkans reproduisent parfaitement les relations entre la Russie et l'Europe. Les Européens ont beaucoup de raisons de craindre V. Poutine. Il peut leur faire beaucoup de mal. Mais cela signifie également qu'ils ont beaucoup de raisons de coopérer avec lui.

Les intérêts de l'Allemagne et de la Russie s'entrelacent dans beaucoup de secteurs—Balkans, Syrie, Grèce, Chypre, et dans l'énergie et l'économie. L'Allemagne a de très fortes motivations pour travailler avec la Russie. Mais a également une excellente raison de *craindre* la Russie, et de construire ses défenses, dans le même temps.

Le rédacteur général de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit que « l'ancienne Yougoslavie est, en fait, la première victime de la Troisième Guerre mondiale » (juin 2002). La Russie était faible et divisée. Maintenant qu'elle devient forte, le jeu de pouvoir entre l'Europe et la Russie pourrait de nouveau se dérouler dans les Balkans.

Même si l'Allemagne prend ses distances par rapport à un conflit avec la Russie par crainte de ce qui pourrait arriver dans les Balkans—comme ce sera probablement le cas—les Allemands travailleront toujours à réduire l'influence de la Russie dans la région, et à ôter cette carte de la main de V. Poutine. ■